

INFOS Hebdo

13 juin 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

Le 21 juin à l'Assemblée.

C'est le début de l'été, mais aussi l'examen en séance de la réforme de la représentation des Français de l'étranger.

La Commission des Lois a adopté 113 amendements au texte. Ils sont essentiellement rédactionnels.

Seule modification à noter : l'assemblée représentative des Français de l'étranger ne sera pas un « Haut conseil », mais bien toujours une « Assemblée ». On ne peut que se féliciter, naturellement, que les députés se soient rangés aux arguments du Sénat.

Néanmoins, aucune modification n'a été apportée au mode d'élection de ses membres (suffrage indirect) ou découpage des circonscriptions (5 pour le monde entier). Outre la complexité de constituer des listes de 51 noms, on doit regretter l'éloignement du terrain. Espérons que la séance publique sera l'occasion d'en débattre à nouveau sérieusement.

L'enjeu est de taille : la participation. On l'a vu lors de ce second tour des législatives partielles qui se tenait le week-end dernier : il est difficile de mobiliser les électeurs de l'étranger. Plus de 90% d'abstention dans la 8^e circonscription.

La rumeur évoque déjà la suppression de ces 11 sièges mal élus au Palais Bourbon.

Au delà des difficultés d'organisation, on doit s'interroger sur l'intérêt de nos compatriotes pour les élections françaises. Il appartient peut-être à ces 11 élus de faire la preuve de leur utilité.

Ils auront une occasion de la démontrer ce 21 juin.

Robert del Picchia

MONDE

Nouveau débordement du conflit syrien. Bombes sur le centre d'Aarsal, une localité libanaise partisane de la rébellion combattant le régime de Bachar AL-ASSAD. 4 roquettes tirées depuis la Syrie sur la Bekaa, bastion du Hezbollah, soutien du régime de Damas. Le président libanais Michel SLIMANE a dénoncé une « violation de la souveraineté » de son pays qui se réserve le droit de « prendre des mesures pour se défendre » et de « saisir l'ONU et la Ligue arabe ». L'Autriche a entamé le retrait de ses 378 Casques bleus du Golan. Le secrétaire général de l'ONU BAN Ki-moon veut « renforcer les capacités d'autodéfense » des Casques bleus.

Toujours pas d'accord Mali-Touareg. Le Président malien par intérim a refusé de signer l'accord proposé par les médiateurs en vue d'un cessez-le-feu entre l'armée régulière et les rebelles touareg dans la région de Kidal. Le gouvernement malien affirme qu'il entend rétablir une administration civile et faire revenir l'armée à Kidal avant la présidentielle du 28 juillet. Il a menacé de reprendre la ville par la force.

La protestation continue en Turquie malgré la proposition d'un referendum. Le Premier ministre, Recep Tayyip ERDOGAN, avait ordonné l'évacuation des manifestants et les forces de l'ordre étaient intervenues. Le vice-président du parti AKP (au pouvoir), Huseyin CELIK, a fait une concession en proposant l'organisation d'un référendum sur le projet de développement immobilier qui a mis le feu aux poudres. Il n'a pas fourni de précisions sur l'organisation de ce référendum, ni indiqué s'il concernerait toute la ville d'Istanbul ou seulement le quartier de Taksim.

Iran, la revanche des réformateurs ? 4 ans après la victoire contestée de Mahmoud AHMADINEJAD, ils aspirent à prendre leur revanche lors de l'élection présidentielle, ayant réussi « l'union sacrée » avec les modérés. Les camps modéré et réformateur partent unis derrière Hassan ROHANI qui a reçu le soutien de poids des anciens présidents RAFSANDJANI (modéré) et KHATAMI (réformateur).

Je t'aime, moi non plus. Annulation des pourparlers qui devaient se tenir entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Ces négociations auraient été les premières depuis 6 ans à un niveau ministériel. Les deux pays ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur la composition des délégations. La Corée du Nord ayant fait savoir que le chef de la délégation sud-coréenne « lui posait problème ».

Mille journées pour les otages. Europe 1 confirme être sans nouvelles de 2 de ses journalistes qui faisaient route vers Alep, en Syrie. Depuis Tokyo, François HOLLANDE avait exigé que « ces journalistes soient immédiatement libérés ». Par ailleurs, les 4 otages enlevés le 16 septembre 2010 et détenus depuis au Sahel par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), ont franchi ce jeudi le cap des 1.000 jours de détention. Les familles sont « très inquiètes sur la capacité physique » de leurs proches à résister.

BOUTEFLIKA soigné aux Invalides. Annonce de la présidence algérienne : « Il observe une période de soins » et de « réadaptation fonctionnelle » pour « consolider l'évolution favorable de son état de santé, un peu plus d'un mois après son accident vasculaire cérébral ». Le Chef de l'État algérien, âgé de 76 ans, n'avait pas été vu en public depuis le 27 avril, date de son admission à l'hôpital du Val-de-Grâce, dont il a été transféré le 21 mai. Une élection présidentielle est prévue en avril 2014.

EUROPE

La Grèce éteint la télé... Mardi à 23 heures, toutes les chaînes publiques de la télévision grecque se sont éteintes. Devant les écrans noirs, les Grecs ont compris que le gouvernement mettait en application sa décision de fermeture. ERT (2.656 salariés) constitue « *un cas exceptionnel d'absence de transparence et de dépenses incroyables et tout ceci prend fin maintenant* », déclarait le porte-parole du gouvernement. « *L'ERT des privilèges s'est écroulée (...) on ne ferme pas la télévision publique, une nouvelle station sera créée très prochainement* », a dit le Premier ministre. Les réactions syndicales et politiques ont été très vives qualifiant même cette décision de « *coup d'État* ». L'onde de choc menace de déboucher sur une crise politique entre les partis de la coalition. Le gouvernement a joué la montre en présentant dès le lendemain un projet de loi de réorganisation de tout l'audiovisuel public, mais il n'a pu éviter une grève générale de 24 heures ce jeudi.

Le ciel européen assombri. Journée d'action européenne des contrôleurs aériens européens, en réaction à une réforme de la Commission européenne qui prévoit la mise en place d'un « ciel unique » avec une harmonisation des règlements européens. Certains soulignent que cela permettrait de fluidifier le trafic aérien (en moyenne 27 minutes par vol), d'autres que cela poserait des « *problèmes de sécurité et de dégradation des conditions de travail* ». En France, le principal syndicat a appelé à une grève de 3 jours. Un quart des vols a été annulé. La grève est finalement raccourcie, Paris et Berlin ayant demandé un moratoire à la Commission.

BERLUSCONI – GRILLO, même défaite... Ebranlé après des législatives qui n'ont pas permis de dessiner une majorité claire, en proie à des conflits internes, le centre gauche s'est refait une santé, remportant les 16 grandes villes concernées par les municipales. Pour Beppe GRILLO, déjà confronté à la grogne au sein de son mouvement, l'échec des municipales est un coup très dur. Camouflet aussi pour Silvio BERLUSCONI : le Peuple de la liberté (PDL) est nettement battu. À Rome, le candidat de gauche, Ignazio MARINO, sénateur du Parti démocrate, le parti du président du Conseil, Enrico LETTA, a remporté la mairie avec 62,6% des voix. 47% d'abstention en moyenne.

AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

Quatre mois de prison pour trois « Femen ». Les Françaises Marguerite STERN et Paulmine STERN et l'Allemande Josephine MARKMANN, avaient protesté, seins nus, à Tunis, pour demander la remise en liberté d'une jeune Tunisienne, membre de Femen. Elles ont été condamnées « *pour atteinte aux bonnes mœurs et à la pudeur* ». Le ministère français des Affaires étrangères a déploré la sévérité de cette peine.

Voiture piégée en Libye. Un engin explosif a été découvert sous une voiture de l'ambassade d'Italie à Tripoli. Le périmètre a été évacué et la voiture a explosé sans faire de victimes. En janvier, le consul d'Italie à Benghazi, Guido De SANCTIS, avait échappé à un attentat lorsque sa voiture blindée avait été touchée par des tirs.

Madagascar. Paris déclare *persona non grata* les responsables du blocage de sortie de crise. La France « *ne reconnaîtra pas* » le résultat de l'élection présidentielle malgache si les 3 candidats contestés « *persistent à y concourir* ». Selon le porte-parole du Quai d'Orsay, Paris « *appelle instamment Lalao RAVALOMANANA, Andry RAJOELINA et Didier RATSIRAKA (...) à retirer leur candidature* ».

Colère sur le Nil Bleu. Frictions entre l'Égypte et l'Éthiopie qui construit un barrage. Pour le président égyptien, Mohamed MORSI, « *Nous ne sommes pas les avocats de la guerre, mais nous ne permettrons jamais que soit mise en péril notre sécurité en matière d'approvisionnement en eau* ». C'est la deuxième fois que des menaces sont proférées contre Addis Abeba. Pendant ce temps, l'opposition égyptienne demande une élection présidentielle anticipée et a lancé une pétition qui a déjà réuni plus de 10 millions de signatures.

Sous un « Prism » différent. C'est le nom du programme de surveillance des internautes étrangers, mis en place par la NSA, une agence fédérale américaine de renseignement. Le rôle de 9 géants d'Internet a été dénoncé (Google, Facebook, Yahoo !...), sans qu'il soit encore possible de définir précisément leur niveau d'implication. « *Aucun Américain n'est ciblé* », affirment les défenseurs du programme. L'auteur de ces révélations, Edward SNOWDEN, ancien de la CIA et de la NSA, s'est réfugié à Hong Kong. Les autorités américaines devraient demander son extradition. Selon un sondage, une majorité des Américains jugent les surveillances téléphoniques « *acceptables* » et sont favorables à la lutte contre le terrorisme, même aux dépens de la vie privée.

La Commission européenne préoccupée. « *Des programmes tels que Prism, ainsi que les lois autorisant ce type de programme, mettent en danger le droit fondamental à la protection des données et à la confidentialité des données des citoyens européens* », a déclaré le commissaire Tonio BORG, devant le Parlement européen. L'exécutif européen va demander des « *éclaircissements* » à Washington pour déterminer si l'accès aux données autorisé par le programme Prism « *se limite à des cas individuels reposant sur des soupçons fondés et spécifiques ou s'il s'agit d'un transfert de données en vrac* ».

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Prorogation du mandat des Conseillers à l'AfE. Le bruit avait circulé de la conformité de la Constitution du texte qui avait été déféré par 60 sénateurs au Conseil constitutionnel. La publication de la décision le confirme : « *le législateur (...) détermine (...) la durée du mandat des élus qui composent l'Assemblée des Français de l'étranger et peut décider une prorogation ou une cessation anticipée du mandat en cours* ». Car « *le législateur a entendu permettre l'application sans délai de la réforme générale, en cours d'adoption, de la représentation des Français établis hors de France* ».

Élections législatives partielles : les résultats du second tour validés.

- Le candidat UMP **Frédéric LEFEBVRE** a été élu député de la 1^{ère} circonscription (Amérique du Nord), avec 53,72% des voix, soit 10.937 voix. Le socialiste Franck SCÉMAMA, n'a convaincu que 46,28% des électeurs, soit 9.423 voix.
- Dans la 8^e circonscription (Israël, Italie, Grèce et Turquie), c'est le centriste **Meyer HABIB** qui l'emporte avec 53,36% des voix, soit 4.767 voix. L'UMP Valérie HOFFENBERG ne recueille que 46,64%, soit 4.166 votes.
- La participation électorale est très faible : de 13,89% dans la 1^{ère} circonscription (13,47% au 1^{er} tour), soit 21.090 votants, elle plafonne à 9,14% dans la 8^e (10,37% au 1^{er} tour) où ne se sont mobilisés que 10.208 votants.

L'Assemblée nationale au chevet des infirmières françaises du Québec. La 1^{ère} question d'actualité du nouveau député F. LEFEBVRE a porté sur la question de reconnaissance des diplômes des infirmières françaises travaillant au Québec. C'est la ministre déléguée chargée des Français de l'étranger, Hélène CONWAY-MOURET, qui lui a répondu. Une réunion du « *comité bilatéral de suivi de l'Entente* », un groupe de travail franco-québécois, est prévue le 25 juin. La ministre a affirmé que cette question y serait abordée. Elle a assuré qu'elle demanderait que « *soit proposé la création d'un groupe de travail* ».

Réforme de l'Assemblée des Français de l'étranger, suite du feuilleton... S'agissant des circonscriptions pour les élections des membres de la future Assemblée des Français de l'étranger, la question ne serait pas réglée. Des amendements avaient été déposés en Commission pour proposer un plus grand nombre de circonscriptions. Ils ont été retirés. Mais des amendements devraient être déposés en séance. Parmi les possibilités : une quinzaine de circonscriptions. L'enjeu est tant la faisabilité de ces élections que la visibilité de l'institution une fois élue.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Réforme des retraites : des efforts « sont nécessaires ». C'est la ministre des Affaires sociales, Marisol TOURAINE, qui le dit. Quelques jours avant la remise du rapport de la commission pour l'avenir des retraites qui doit proposer des pistes de réformes au gouvernement. Pour la ministre, « *quand on vit plus longtemps, on peut travailler plus longtemps* ». Marisol TOURAINE précise néanmoins que l'allongement de la durée de travail sera étudié au même titre que « *la situation des femmes, de ceux qui ont eu des métiers plus pénibles ou des carrières hachées* ».

Pas de réforme des allocations familiales, mais hausse des impôts pour les familles. Le Premier ministre a annoncé une série de mesures supposées résorber le déficit de la branche famille de la Sécurité sociale (2,5 milliards d'euros prévus en 2013). Si Jean-Marc AYRAULT a renoncé à diminuer les allocations familiales pour les familles les plus aisées, il a annoncé une baisse du quotient familial. En « *contrepartie* », il a annoncé 100.000 places en crèche supplémentaire.

Ce qu'il faut comprendre : en 2014, l'avantage fiscal lié au quotient familial va passer de 2.000 à 1.500 euros par demi-part supplémentaire. La réduction d'impôt pour frais de scolarité des enfants dans le secondaire est supprimée. La réduction pour la scolarisation d'un enfant dans l'enseignement supérieur (183 euros en 2013) est préservée pour l'instant. 12% des ménages avec enfants seraient concernés.

GAUDIN à Marseille, comme « JUPPÉ à Bordeaux ». Le sénateur-maire UMP, Jean-Claude GAUDIN, ne fait pas mystère de sa prochaine candidature aux municipales de 2014. Demandant « *le temps de la réflexion* » quant à savoir s'il sera tête de liste, il rappelle que « *selon les statuts de l'UMP (..), si je dis que je me représente, l'investiture m'est donnée ipso facto. C'est le cas pour JUPPÉ à Bordeaux, ESTROSI à Nice, FALCO à Toulon* ». Mais « *j'aurai 74 ans en 2014. Cela m'incite à attendre* » ajoute-t-il.

BORLOO l'Européen. Le Président du parti centriste veut le rassemblement pour les élections au Parlement européen de 2014. Il en appelle à « *tous ceux qui veulent un renouveau de l'Europe* », qu'ils soient de droite, du centre ou écologistes. La liste « *pourrait s'appeler les Européens* ». Le vice-président de son groupe à l'Assemblée nationale, François SAUVADET, estime que « *l'UDI, seule, (...) promeut sans ambiguïté le fédéralisme européen* ».

BUISSON ou le populisme chrétien. L'ancien conseiller de Nicolas SARKOZY à l'Élysée estime que le mouvement de lutte contre le mariage pour tous a marqué l'émergence d'un « *populisme chrétien* », dans la droite ligne de ce qu'a été la campagne de 2007, avec des « *valeurs* ». Il y voit une « *révolution culturelle* », dans laquelle le seul homme de droite à pouvoir tenir ce discours est Nicolas SARKOZY. « *Sa campagne s'imposera naturellement comme l'unique recours* ».

PARLEMENT

Assemblée nationale

Érosion de la majorité parlementaire. Le PS a perdu 2 sièges après les défaites aux élections partielles des Français de l'étranger (voir la rubrique « Français de l'étranger »). Ces élections étaient organisées après l'invalidation des comptes de campagne des députés Corine NARASSIGUIN et Daphna POZNANSKI-BENHAMOU. Le groupe socialiste ne compte plus que 292 membres (276 et 16 apparentés). Le seuil de la majorité absolue est de 289 sièges. Une autre partielle s'annonce difficile pour les socialistes dans le Lot-et-Garonne pour succéder à l'ancien ministre Jérôme CAHUZAC. Enfin, si l'inéligibilité de Sylvie ANDRIEUX, prononcée en correctionnelle, était confirmée en appel, une autre partielle devrait être organisée dans les Bouches-du-Rhône. Le PS a perdu 5 sièges en 1 an.

Les réactions. Pour Jean-François COPÉ, président de l'UMP, « *c'est un message de désaveu très clair que les Français envoient à François HOLLANDE* ». Luc CHATEL, vice-président de l'UMP, a expliqué que « *dimanche après dimanche, les électeurs sanctionnent le gouvernement* ». La porte-parole du gouvernement, Najat VALLAUD-BELKACEM, a relativisé, soulignant la tradition selon laquelle « *les élections partielles ne sont pas nécessairement favorables* » au gouvernement. Pour David ASSOULINE, « *le groupe socialiste dispose toujours de la majorité absolue* » et le Sénateur de Paris de souligner « *une démobilisation générale énorme qui donne comme principal vainqueur l'abstention* ».

JUSTICE

Nouvelles mises en examen dans « l'affaire Tapie ». Il s'agit de Stéphane RICHARD, le PDG d'Orange et de Jean-François ROCCHI, l'ancien président du Consortium de réalisation (CDR), pour « *escroquerie en bande organisée* ». Stéphane RICHARD était directeur de cabinet de Christine LAGARDE au ministère de l'Economie. Pierre ESTOUP, l'un des trois juges arbitres, avait été mis en examen fin mai. L'avocat de Stéphane RICHARD a annoncé son intention de déposer un recours pour obtenir l'annulation de cette mise en examen qu'il juge « *infondée, infamante et grotesque* ». Les enquêteurs voudraient déterminer qui a pris l'initiative de proposer un arbitrage privé pour solder le conflit, et s'il y a eu des instructions de l'Élysée, les protagonistes ayant confirmé la tenue d'une réunion avec Claude GUÉANT pendant l'été 2007. Le Conseil d'administration d'Orange devrait se réunir dans les prochains jours au sujet du maintien en poste de son PDG. « *L'Etat fera valoir sa position en tant qu'actionnaire* » dit-on à Matignon. Pierre MOSCOVOCI a laissé entendre que la décision sur le PDG ne serait pas d'ordre politique.

Frais d'enquête. Le ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS, a transmis le rapport de l'Inspection générale de l'administration et de l'Inspection générale de la police nationale, qu'il avait chargées de vérifier l'usage des frais d'enquête et de surveillance – fonds destinés à couvrir des frais ne pouvant être assurés dans le cadre des procédures habituelles – après que Claude GUÉANT, qui fut notamment directeur de cabinet du ministère de l'Intérieur de mai 2002 à mars 2004, a déclaré avoir bénéficié de primes en liquide provenant de ce fonds pour expliquer plusieurs factures découvertes lors d'une perquisition. Selon le rapport, la pratique des primes aux membres des cabinets ministériels, qui n'avait plus lieu d'être depuis la disparition des « *fonds secrets* » en 2002, semble avoir « *été rétablie de mai 2002 à l'été 2004* » Place Beauvau.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Groupe aérien européen. / Protection du secret des sources des journalistes.

Communications. La situation économique et l'emploi. / L'adaptation du régime de l'auto-entrepreneur et le soutien à l'entrepreneuriat individuel.

Sénat

Parc immobilier du Quai d'Orsay. La Commission des Finances s'est penchée sur la gestion de ce parc : en 6 ans, 152 biens ont été vendus pour 307 millions d'euros. Yves SAINT-GEOURS, directeur général de la modernisation du ministère, a souligné la nécessité de vendre certains biens, « *trop grands* », ou « *dispendieux* ». Il a confirmé la décision de vendre la résidence du représentant permanent à l'ONU, à New York. L'ensemble immobilier que la France possède à l'étranger représente « *plus de 5 milliards d'euros de réserve de valeurs* ».

Amendes sans frontière. Transposition de la directive européenne qui prévoit l'échange de données relatives aux véhicules et à leurs propriétaires entre pays. Cela permettra d'identifier ceux qui commettent une infraction à l'étranger et de leur envoyer leur amende. Tous les pays de l'UE sont concernés, sauf le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark. La directive doit être appliquée d'ici le 7 novembre 2013.

Élections sénatoriales. Examen de la réforme du mode d'élection des sénateurs. Le texte vise à « *améliorer la représentation des communes urbaines et à renforcer la parité dans l'hémicycle* ». La proportionnelle s'appliquera dans les circonscriptions où 3 sièges sont à pourvoir, au lieu de 4 actuellement. La Commission des Lois a rejeté ce texte.

ÉCONOMIE & DÉFENSE

Licenciements chez Michelin : SAPIN jugera « sur pièces ». « Michelin gagne de l'argent, Michelin doit utiliser une partie de cet argent gagné pour qu'il n'y ait aucun Michelin à Pôle emploi et pour que le site de Joué-les-Tours soit réindustrialisé », a martelé le Ministre du Travail, en soulignant « les exigences très fortes » du gouvernement. Le groupe a annoncé 700 licenciements.

Déficit commercial en légère diminution en avril : 4,51 milliards d'euros contre 4,69 milliards en mars. Les Douanes notent une progression des exportations plus rapide que celle des importations.

Le déficit de l'État se creuse. 6,9 milliards d'euros au 30 avril. En cause, une série de dépenses européennes exceptionnelles, mais aussi la « faiblesse des rentrées fiscales » explique le ministère du Budget.

Rafale : le Brésil « réfléchit encore ». Le vice-président Michel TEMER, en visite à Paris, s'est gardé de donner des éléments de réponse dans ce dossier. Il n'y a pas eu de décision, s'est-il contenté de dire.

Les espions espionnés. L'Élysée a annoncé la création d'une inspection des services de renseignement qui était réclamée par les parlementaires. Le fonctionnement de ces services avait été remis en question dans l'affaire Merah.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

148 femmes et 26 hommes ont été tués par leur conjoint en 2012. C'est 28 morts de plus qu'en 2011.

Plus chères cigarettes. Annonce de la ministre de la Santé. Le prix du paquet de cigarettes va augmenter de 30 à 40 centimes au mois de juillet.

Le cannabis autorisé... dans les médicaments. Un décret publié au Journal officiel ouvre la voie à la vente de médicaments contenant du cannabis. Les demandes d'autorisation de mise sur le marché vont pouvoir être déposées.

CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

L'exception culturelle ne se négocie pas. Nicole BRICQ est très ferme : « La France ne donnera pas mandat à la Commission si celle-ci persiste à mettre la culture dans le champ de la négociation ». Elle considère que, sur ce point, la Commission fait une erreur tactique. La réunion des ministres du Commerce extérieur de l'UE où les États membres doivent décider s'ils accordent ou non un mandat à la Commission pour négocier un accord de libre-échange avec les États-Unis se tient ce vendredi. La ministre du Commerce extérieur a reconnu que la Commission pourrait passer en force malgré le refus de la France. Elle « est bien passée outre le refus allemand pour imposer temporairement des mesures antidumping sur les panneaux solaires chinois », a-t-elle précisé.

Le trou noir du soleil... On peut l'observer sur la vidéo du Solar Dynamics Observator, qui dépend de la NASA. En réalité, il s'agit d'un trou coronal : une zone « froide » dans l'atmosphère de l'étoile. Cela provoque des vents solaires très puissants dont les courants de particules frappent la Terre. Ces tempêtes électromagnétiques peuvent provoquer des coupures électriques et des perturbations dans les communications satellitaires. On peut s'attendre à des dysfonctionnements des GPS et des téléphones portables dans les 2 mois à venir...

CARNET – NOMINATIONS

Philippe FAURE, ambassadeur de France, coprésident français du conseil stratégique franco-mexicain.

Alexandre ZIEGLER, directeur du cabinet de Laurent FABIUS.

Denis PIETTON serait proposé comme ambassadeur au Brésil.

Anne-Claire LEGENDRE serait conseillère « Afrique du Nord et Moyen-Orient » au cabinet de Laurent FABIUS.

Anne-Françoise TISSIER, conseillère « affaires consulaires et juridiques » au cabinet de Laurent FABIUS.

Guillaume LACROIX rejoint le cabinet de Laurent FABIUS.

Brice ROQUEFEUIL, consul général à Rio de Janeiro.

Philippe GALLI, chef des services économiques à Bagdad.

Thierry ROSTAN, chef de programme, chargé du Bureau des Nations unies contre la drogue et le crime en Tunisie.

Anne GRILLO-NEBOUT pourrait être directrice de la coopération culturelle, universitaire et de la recherche au Quai.

Christophe LEONZI serait nommé directeur adjoint de l'UE au Quai.

Emmanuel LY-BATALLAN, directeur adjoint des entreprises et de l'économie internationale au Quai.

Le général de brigade aérienne **Joël RODE**, commandant des forces françaises stationnées à Djibouti.

Patrick DIENY, chargé de suivre le projet ferroviaire Lyon-Turin au Conseil général de l'environnement.

INFOS Hebdo, tous droits réservés. Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87 r.delpicchia@senat.fr